

REPUBLIQUE DU TCHAD

CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

PRESIDENCE DU CONSEIL MILITAIRE
DE TRANSITION

PRIMATURE

COMITE D'ORGANISATION DU DIALOGUE
NATIONAL INCLUSIF

EQUIPE N° 10 DE MISSION DE CONSULTATION
DES PROVINCES DU MANDOUL ET MOYEN CHARI



UNITE-TRAVAIL-PROGRES

RAPPORT

CONSULTATION DES FORCES VIVES DU MANDOUL

L'équipe n°10 de mission de consultation des forces vives du Mandoul et Moyen-Chari a quitté N'Djamena le 26 octobre 2021 à 7h00 à bord de deux véhicules.

Elle est composée de :

1. BOURDANNE WAGNING (Chef de Mission),
2. ACHTA SELGUE (Membre)
3. LIBKELE IGRITOUIN (Membre)
4. ZAKARIA MAHAMAT DALLAYE (Membre)
5. Dr. DJIMALNGAR MADJIBAYE (Membre)

Agents de sécurité

1. YAYA HASSAN YAYA
2. MERCI BAELE PAUL

Après trois escales à Guelendeng, Bongor et Moundou, l'équipe est arrivée à Koumra pratiquement à 23heures. Elle est allée directement au gouvernorat présenter ses civilités à Madame la Gouverneure avant d'être conduite à hôtel « Espoir » de Koumra.

La consultation a démarré effectivement le 27 octobre 2021 dans la grande salle de réunion du Centre d'Hébergement Evangélique de Koumra. Elle est placée sous le haut patronage de Madame la Gouverneure du Mandoul et sous la supervision de l'équipe du CODNI en mission dans la province Mandoul.

Trois points sont inscrits à l'ordre du jour :

- Le mot de bienvenu de Monsieur le Maire de la ville de Koumra ;
- Le mot de circonstance du Chef de Mission du CODNI ;
- Le discours d'ouverture de Madame la Gouverneure du Mandoul.

Dans son mot de circonstance, le chef de mission a rappelé le contexte, la justification et les consignes donnés par le Président du Conseil Militaire de Transition, le Général de Corps d'Armée MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO. Consigne selon laquelle, tous les tchadiens doivent saisir cette opportunité pour s'exprimer librement et en toute quiétude pendant ce Pré-forum afin de rompre avec les mauvaises habitudes du passé et de contribuer significativement à la construction d'un nouveau TCHAD.

Il s'agit de :

- Créer le cadre approprié permettant aux forces vives du pays de discuter ;
- Recueillir les attentes et propositions de toutes les forces vives ;
- Faire un état des lieux de la situation politique, économique, sociale et sécuritaire ;
- Identifier et analyser les problèmes du pays.

Madame la Gouverneure du Mandoul, dans son allocution a d'abord souhaité la cordiale bienvenue à l'équipe du CODNI et aux différentes délégations venue du Mandoul profond. Elle a fini son allocution en insistant sur le respect de consignes.

Après la cérémonie protocolaire, un présidium a été mis sur place de manière consensuelle par les participants. Ce présidium est composé de quatre (04) membres :

1. Président : Monsieur RAMADINGAR BOUNGAR
2. Vice-présidente : Madame MANROM BLANCHE
3. Rapporteur Général : Monsieur KOYAM LAGUERRE
4. Rapporteur Général Adjoint : Monsieur ALLAH-GUEMBAYE MIMINAN.

Aussitôt installé, le présidium a procédé à la lecture du canevas de travail contenu dans les orientations du CODNI et à la distribution des questionnaires et des outils de travail (bloc note, Bic, questionnaires...).

Les questionnaires sont repartis en cinq (05) thématiques :

1. Paix, cohésion sociale et réconciliation nationale ;

2. Forme de l'Etat, constitution, réformes institutionnelles et processus électoral ;
3. Droits humains et libertés fondamentales ;
4. Politiques publiques sectorielles ;
5. Questions sociétales.

Pour passer au peigne fin ces thématiques, cinq ateliers ont été constitués. Les représentants des forces vives sont repartis sur la base des chiffres. Il leur a été demandé de compter de 1 à cinq (5). C'est de cette manière que la répartition a été faite. La moyenne est de 22 personnes par atelier. Chaque atelier est composé des représentants des organisations des femmes, des représentants des organisations des jeunes, des représentants des producteurs, des représentants des autorités traditionnelles, des représentants des groupements paysans, des représentants des partis politiques, des représentants des confessions religieuses (musulmans, catholiques et protestants).

Au vue de cette composition, les débats ont été bruyants, tendus par moment mais beaucoup plus constructifs. Les travaux en atelier sont suivi d'un débat en plénière. Le tableau ci-dessus récapitule les réponses consensuelles des participants.

Tableau récapitulatif des synthèses des travaux :

THEMATIQUE 1 : PAIX, COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE	
Justice et Egalité des citoyens	L'injustice et l'inégalité des citoyens ne favorisent pas le climat de paix et de cohésion sociale dans notre pays Quelles sont les mesures que vous proposez pour les éradiquer ?
	Réponses des participants : <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'indépendance de la justice ; - Punir ou radier les juges indéliçats - L'égalité de chance ;
	Comment peut-on éradiquer l'impunité dans notre pays et garantir l'égalité des citoyens devant la loi, sans discrimination aucune ?
	Réponses des participants : <ul style="list-style-type: none"> - Combattre la corruption ; - Combattre la lenteur de la justice ; - Combattre les trafics d'influences ; - Nommer les juges compétents ; - Appliquer la loi - Restaurer de l'autorité de l'Etat

Cohésion sociale et Diversité culturelle	Qu'est ce qui divise les tchadiens ?
	Réponses des participants : <ul style="list-style-type: none"> - La mauvaise gouvernance ; - Non-respect des US et coutumes ; - L'intérêt personnel - La religion (fanatisme religieux) - La discrimination - L'injustice sociale - Politique partisane
	Comment faire pour que le pluralisme et la diversité culturelle deviennent d'avantage les traits caractéristiques de notre pays ?
	Réponses des participants : <ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation et l'éducation de la population - L'enseignement à la citoyenneté - Promouvoir la culture de la nation - Respect mutuelle des us et coutumes.
	Que faut-il faire pour la sauvegarde de la diversité sociale et culturelle ?
	Réponses des participants : <ul style="list-style-type: none"> - Veiller sur la laïcité de l'Etat - Mettre en valeur nos cultures
Quelles sont les principales causes des conflits communautaires ?	

	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'inégalité sociale - Le problème nord-sud - Mauvaise gestion des conflits inter communautaires ; - Non-respect de la population d'accueil ; - Conflits fonciers ; - Non-respect des US et coutumes ; - Conflits autour des points d'eaux et pâturage ; - L'immixtion de certaines autorités administratives ; - Non-respect des couloirs de transhumance ; - Champ pièges et dévastation des champs - Le non-respect des biens d'autrui - Le complexe de supériorité de certains citoyens
	<p>Comment peut-on régler efficacement ces conflits ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La bonne gouvernance ; - La neutralité de la justice ; - Combattre le trafic d'influence ; - Relever toutes les autorités administratives qui deviennent par procuration éleveurs.
<p>Forces de défense et sécurité au service de l'unité nationale et de la paix</p>	<p>Les FDS exercent-elles leurs missions régaliennes ? Peuvent-elles jouer le rôle d'agent de développement</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les FDS n'exercent pas leur mission régalienne ; - elles peuvent jouer le rôle d'agent de développement à travers le génie militaire
	<p>Comment doit-on faire pour que l'armée soit perçue par les citoyens comme une armée véritablement nationale ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réforme de l'armée nationale; - Recrutement par concours - La mise en application des états généraux de l'armée.

	<p>Comment appréciez-vous les projections de nos FDS à l'extérieur du pays ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre du maintien de la paix, la projection de nos FDS est salutare 	
Réconciliation nationale et paix durable	<p>Qu'est ce qui explique les échecs quasi-systématiques des accords de paix conclus avec les politico-militaires ? Et comment y remédier ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le non-respect des accords ; - La rébellion transformée en un fonds de commerce - Application et suivi des accords ; - Implication des organisations internationales dans l'application des accords 	
	<p>Quels sont les facteurs de réussite d'une paix durable ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La bonne gouvernance ; - L'indépendance de la justice ; - Le respect du prochain 	
	<p>THEMATIQUE 2 : FORME DE L'ETAT, CONSTITUTION, REFORMES INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS ELECTORAL</p>	
	Constitution et institutions	<p>Un Etat fortement décentralisé est-il adapté à notre pays/ Si non que proposeriez-vous comme forme de l'Etat ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A la première question sur la forme de l'Etat, la réponse est NON. la majorité a opté pour la fédération
<p>Que pensez-vous de la création du SENAT à côté de l'Assemblée Nationale ?</p> <p>Réponses des participants</p> <ul style="list-style-type: none"> - La création du Sénat au côté de l'Assemblée Nationale est acceptée à l'unanimité 		
<p>Pensez-vous que le recours à un referendum est nécessaire pour l'adoption de la nouvelle Constitution ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oui. Il faut recourir au referendum pour l'adoption de la constitution 		

	<p>Quelles sont les grandes institutions que vous souhaiteriez voir inscrite dans la future constitution : Conseil Constitutionnel, Cour Suprême, Cours des Comptes, Médiature, HCC, Haut Conseil des chefferies Traditionnelles ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les institutions à inscrire dans la future constitution de la République : le Conseil Constitutionnel ; la Cour Suprême ; la Cour des Comptes. Nous proposons la Création de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat comme ajout. La suppression pure et simple de la Médiature ; du HCC ; Haut Conseil des Chefferies Traditionnelles
	<p>Pensez-vous que la séparation des pouvoirs est respectée dans notre pays ? Si non, comment peut-on l'améliorer ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La séparation de pouvoir dans notre pays n'est pas du tout respectée du fait de l'ingérence des autres pouvoirs. Pour l'améliorer, il faut respecter les textes régissant les trois pouvoirs et respecter les critères de choix (il faut l'homme qu'il faut à la place qu'il faut).
	<p>Que pensez-vous du fonctionnement de la justice dans notre pays ? Avez-vous des propositions pour améliorer son indépendance et son impartialité ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La justice dans notre pays fonctionne très mal. Elle est gangrenée par la corruption, le clientélisme, le népotisme, le régionalisme, l'ingérence grandissante des autres pouvoirs. <p>Pour l'améliorer, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procéder à des nominations sur la base de la compétence ; - Le respect de la déontologie et du serment ; - La sanction des coupables conformément aux textes en vigueur au Tchad - Vulgariser le code pénal en arabe - Rendre véritablement indépendante la justice
	<p>Que pensez-vous que du fonctionnement de notre système d'administration du territoire ? Quels changements doit-on y apporter ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au sous thème Administration du territoire et gouvernance locale, nous disons que le système est complètement

Administration du territoire et gouvernance locale	<p>médiocre du fait de nominations hors cadres des agents de commandements (éleveurs ; commerçants ; militaires ; cultivateurs ; etc).</p> <p>Les changements à apporter sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des nominations des administrateurs formés et compétents ; - Relever toutes autorités administratives ne relevant du cadre formés dans les écoles d'administration et ceux qui ont fait plus de trois ans dans une localité
	<p>Quel bilan faites-vous du fonctionnement des communes depuis leur mise en place en 2012 ? A votre avis, qu'est ce qui n'a pas bien marché et comment y remédier ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le bilan de fonctionnement des communes est mitigé du fait de l'unicité des caisses ; la mauvaise gestion des recettes locales et le non financement de l'Etat. <p>Pour y remédier, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autonomiser les régies financières des communes - Un suivi drastique des collecteurs ; - Faire le meilleur choix des conseillers.
	<p>Quels rôles la chefferie traditionnelle peut-elle jouer dans le système de gouvernance de notre pays ? Quelles réformes peut-on y apporter ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les chefs traditionnels sont des collaborateurs de l'administration. Ils œuvrent pour la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et le développement de la communauté. <p>Les reformes à apporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réactualiser la loi 13 - Dépolitiser la chefferie traditionnelle ; - Délimiter clairement les ressorts territoriaux entre les chefferies - Eviter des nominations politiques dans les chefferies traditionnelles - Cessation d'injonction des autorités administratives dans les affaires et fonctionnement des chefferies traditionnelles ; - Revoir le statut des chefs de village et chefs de ferriques.
	<p>Quel est, selon vous, la durée idéale pour le mandat du Président de la République, des Députés, des sénateurs ou des élus locaux ? Justifiez.</p>

Partis politiques et processus électoral	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour éviter le népotisme et le vide juridique, pour qu'il y ait l'alternance et le renforcement de la démocratie dans notre pays, la durée de mandat : - Pour le présidentiel doit être de cinq ans - Pour les sénateurs doit être six ans - Pour les élus locaux et les députés doit être de quatre ans <p>NB : Tous ces mandats sont renouvelables une seule fois</p>
	<p>Quelles reformes proposeriez-vous pour permettre aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle ?</p>
	<p>Réponses des participants</p> <p>Pour permettre aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en application de charte des partis politiques de 2018 - Respecter les textes en procédant à la contribution financière des partis politiques et au remboursement des frais de campagne
	<p>Afin de garantir des élections libres, transparentes et crédibles, quelles améliorations proposeriez-vous au cadre institutionnel et juridique actuel de sélections dans notre pays ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <p>Afin de garantir les élections libres et transparentes, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser le recensement général de la population avant le recensement électoral - Procéder à la révision du code électoral - Réviser le fichier électoral - Revoir la composition et le mode de fonctionnement de la CENI <p>Suggestions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La CENI doit être composée de toutes les forces vives de la nation ; - L'alternance d'un mandat présidentiel renouvelable une seule fois pour un candidat issu du Nord et inversement pour le Sud
<p>THEMATIQUE 3 : DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES</p>	
	<p>L'effectivité de l'exercice des libertés et des droits de l'Homme est elle garantie dans notre pays et singulièrement dans notre province ?</p>

Droits humains, libertés fondamentales et les droits de la défense	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Constamment, elle n'est pas garantie puis que la liberté d'expression, la liberté d'association, la liberté de presses sont souvent violées. La pratique des règles de la constitution a été toujours foulée aux pieds par les responsables en charge de la loi. Certes à l'échelle de la province, la recrudescence des conflits éleveurs-agriculteurs et les traitements qui suivent dans ces cas mettent en mal l'exercice des libertés et des droits de l'homme à cause du favoritisme, le clientélisme, le traitement cruel et dégradant infligés aux cultivateurs.
	<p>Que faut il faire pour améliorer davantage la situation des droits de l'Homme dans notre pays en général et /ou dans notre province ?</p>
Libertés syndicales et associatives	<p>Réponses des participants :</p> <p>Pour améliorer la situation des droits de l'homme, il faut sanctionner sévèrement les auteurs de violations des droits de l'homme quels que soit leur rang social, leurs appartenances pour faire renaitre la confiance au sein de la communauté.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appliquer à la lettre les règles de la constitution qui régissent les droits et valeurs humaines. - Appui à la commission Nationale de défenses des droits humains
	<p>Quelles sont les entraves à l'exercice des droits des syndicats et à la promotion du rôle de la société civile dans notre pays ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <p>Les entraves à l'exercice des droits syndicaux et à la promotion de la société résident principalement dans le mélange des genres car les syndicats et la société civile semblent parfois sortir de leur rôle traditionnel qui est la défense des intérêts moraux, matériels et financiers de leurs adhérents pour se consacrer à des activités purement politiques qui ne relèvent pas de leurs domaines, conformément aux textes qui régissent ces entités.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La corruption des syndicats ainsi que ceux de la société civile ; - Manque de sincérité, d'objectivité et des perspectives d'avenir. Les intimidation policières et arrestations arbitraires ; - La formation des membres syndicaux ainsi que l'insuffisance de formation et d'information des membres de la société civile ; - La lutte syndicale n'est pas orientée vers ses objectifs ; - Manque de communication ; - Prédominance de l'Etat vis-à-vis des syndicats.
	<p>Quelles sont les pistes d'amélioration des libertés syndicales et associatives ? Que proposeriez-vous ?</p>

Démocratie et citoyenneté	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est souhaitable que les domaines d'activités des syndicats soient clairement définis pour empêcher toute immixtion dans les domaines qui ne relèvent pas de leur compétence. - Formation et sensibilisation des membres sur les objectifs et les buts à atteindre. L'appui technique et financier aux organisations mais aussi la contribution financière de ces membres. - L'implication des autorités traditionnelles dans les associations ;
	<p>Comment renforcer davantage l'effectivité de la démocratie dans notre pays ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <p>L'effectivité de la démocratie se reflète dans l'organisation régulière des élections dans notre pays. Elle s'exprime par le respect de la constitution et de tous les textes qui régissent l'Etat et par une justice impartiale qui s'applique à tous sans distinction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Légalité des droits humains, justice équitable, prise de conscience, éducation, stop aux arrestations arbitraires, respect des uns et des autres, amélioration des conditions de vie des démunis. - Droit d'expression
	<p>Au regard de l'importance du droit de vote pour les citoyens, quelles sont les dispositions à prendre pour garantir à chacun le plein exercice de ce droit ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dispositions à prendre pour garantir à chacun le plein exercice du droit de vote à chaque citoyen passent prioritairement par l'organisation d'un recensement électoral fiable. Il faut également s'assurer que tous les citoyens disposent de leur carte électorale et procéder à la formation des citoyens pour qu'ils puissent mieux maîtriser les procédures et mécanismes de vote. - Les bureaux des votes doivent être plus proches des villages ; - Sensibilisation de la population sur le droit de vote ; - Révision annuelle de la liste électorale ; - Appui financier de l'Etat à la société civile et aux partis politiques.
<p>Comment garantir la transparence du processus électoral dans notre pays ?</p>	

	<p>Réponses des participants : Garantir la transparence du processus électoral dans notre pays impose de : Créer les conditions de participation au vote de tous les citoyens ; Examiner tous les recours formulés par les citoyens lors des contentieux électoraux et y donner suite pour rendre la confiance à tous les électeurs ; Disposer d'un fichier électoral fiable et constamment mis à jour ; Organiser des élections transparentes, libres et crédibles ; Diffuser les résultats des bureaux de vote au fur et à mesure dans les radios.</p>
Liberté de la presse et rapports média-pouvoirs publics	<p>Que pensez-vous de l'exercice de la liberté de presse dans notre pays ?</p>
	<p>Réponses des participants : La presse est moyennement libre dans notre pays sauf que son contenu a parfois tendance à la diffamation et aux attaques personnalisées contre certaines cibles.</p>
	<p>Quelles propositions faites-vous dans le sens du renforcement de la liberté de la presse dans notre pays et dans votre province en particulier ?</p>
	<p>Réponses des participants : Pour renforcer la liberté de la presse dans notre pays et par conséquent dans les provinces, les propositions suivantes sont à considérer :</p> <p>Aux médias :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles d'éthique et de déontologie qui régissent la profession ; - S'affranchir de l'autocensure ; - Tenir compte de leur mission sociale en facilitant le dialogue, la compréhension mutuelle, la prévention et le règlement des conflits ainsi que la cohésion sociale, la formation des presses privées. - Vérification des informations avant la publication. <p>Au Gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la professionnalisation du métier de journalisme ; - Assurer un accès équitable aux médias publics et éviter la monopolisation des médias d'Etat ; - Concevoir une politique nationale de communication pour le développement ; - Faciliter l'accès des médias aux sources d'information ; - Augmenter l'aide de la presse ; créer un centre de formation initiale et continue des journalistes ; - Renforcer les capacités des stations provinciales en vue de promouvoir les valeurs économiques, culturelles et

	<p>sociales en consolidant la paix, l'unité nationale, la cohésion pacifique et le vivre ensemble ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les maisons de médias dans les provinces ; - Accorder un statut particulier aux fonctionnaires du Ministère de la communication. <p>A la haute autorité des médias et de l'audio visuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'application stricte des textes qui régissent l'exercice de la liberté de presse et à la déontologie de l'exercice du métier de journalisme ; - Renforcer les dispositions légales relatives à la communication digitale.
<p>Les traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires et disparitions forcées</p>	<p>Les traitements cruels, inhumains et dégradants font parti des infractions prévues et punie par les lois de la République et les conventions internationales.</p>
	<p>La répression de ces pratiques interdites est-elle réellement assurée par les juridictions nationales ? Si non, que proposeriez-vous pour surmonter les entraves à la répression de ces pratiques ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <p>Certes, ces pratiques et ces traitements sont interdits de manière formelle par les juridictions nationales. Cependant, ces pratiques continuent à être appliquées par certains éléments des forces de l'ordre. A titre d'exemple : la torture appelée communément « arbatachar » est toujours utilisée dans certaines de nos provinces.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation, la sensibilisation, le respect de la loi par les forces de l'ordre et de sécurité.
<p>Droits des personnes vulnérables</p>	<p>Comment assurer une protection optimale des handicapés, des enfants et des femmes ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La plus grande difficulté des handicapés est leur insertion sociale et professionnelle à cause de leurs handicapes ; - L'Etat doit veiller à créer les conditions pour permettre ou faciliter cette insertion et assurer ainsi une protection optimale de cette frange de la population vulnérable ; - Pour les femmes et les enfants, l'adoption d'un code de la famille pourrait créer les conditions juridiques d'une protection légale de cette population cible, souvent victime des violences - Créer des structures d'éducation, de formation et de santé.
	<p>Comment faire respecter les droits de chacune de ces catégories des personnes ?</p>

	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Etat doit réprimer les violences faites à l'encontre de ces personnes ; - Respect du droit et du devoir de ces vulnérables ; - Assurer gratuitement leur éducation, santé, et les soutenir socialement.
Sécurité sociale et institutions des prévoyances sociales	<p>La politique nationale en matière de sécurité sociale répond-elle aux attentes des citoyens ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <p>L'inexistence d'une couverture sanitaire universelle est véritablement un handicap majeur dans notre pays et fait que la politique en matière de sécurité sociale ne répond pas aux attentes du pays.</p>
	<p>Les institutions de prévoyance sociale sont-elles suffisamment outillées et disposent-elles des moyens d'actions à la dimension de leurs missions ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La misère que vivent les retraités pour la perception de leur allocation de retraite en constitue une preuve édifiante. La mauvaise gestion de la CNPS et la CNRT ; - La pauvreté empêche les citoyens de souscrire à des formes d'assurance diverses pour la protection sociale et cela ne répond non plus à nos attentes.
	<p>Que faut-il faire pour améliorer la politique de protection sociale dans notre pays ?</p>
<p>Réponses des participants :</p> <p>L'Etat doit mettre en œuvre le projet de la couverture sanitaire universelle pour permettre aux plus démunis de faire face aux difficultés quotidiennes d'existences, création d'emploi, formation, sensibilisation et redynamisation de bien social.</p>	
<p>THEMATIQUE 4 : POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES</p>	
	<p>comment assurer une bonne gouvernance des ressources publiques en termes de mobilisation, de gestion et de reddition des comptes relativement aux deniers publics?</p>

Conditions d'amélioration des politiques sectorielles	<p>Le Tchad dispose des potentialités dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, de l'eau, des mines et de l'énergie renouvelable. Le groupe propose:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitation de ces richesses pour permettre de diversifier les sources de revenus; - mettre en place des dispositifs de suivi et de contrôle rigoureux; - Renforcer les capacités techniques des agents par la formation; - démilitariser les régies financières; - placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut; - sanctionner sans complaisance les détournes des deniers publics et leurs complices.
	<p>comment améliorer davantage le climat des affaires pour une utilisation optimale des ressources nationales en vue du développement économique de notre pays?</p>
	<p>Réponses des participants : Pour améliorer le climat des affaires dans notre pays, il faut:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un cadre législatif et règlementaire favorisant la création des entreprises ; - Adopter une politique fiscale incitative et payer les dettes intérieures des opérateurs économiques. - reconsidérer les taxes douanières qui plombent en dernier ressort, le porte-monnaie du consommateur; - reconstruire/réhabiliter les voies de communication pour faciliter le transport des marchandises; - Revoir les conditions d'attribution des marchés publics, etc...
	<p>Comment assurer un développement rural durable ?</p> <p>Réponses des participants : Pour assurer un développement rural durable, il faut permettre aux paysans:</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'avoir l'accès à la terre; - Assurer la formation des producteurs ruraux; - Les équiper en matériels agricoles; - Les approvisionner en intrants ; - Améliorer les conditions de conservation des produits agricoles ; - Mettre en place un programme d'investissement dans le secteur rural, en particulier dans les filières porteuses (agro-sylvo-pastorales).

L'évolution démographique galopante non encadrée crée des difficultés de gestion de nos villes. Quelle politique urbaine durable peut-on envisager pour répondre aux exigences de qualité de vie?

Réponses des participants :

Pour répondre aux exigences de qualité de vie dans les centres urbains, il faut:

- La maîtrise de l'accroissement de la population urbaine et rurale par l'adoption d'un plan d'aménagement du territoire
- promouvoir la lutte contre les pollutions et les occupations anarchiques ;
- mettre en place un système de drainage, d'assainissement et de salubrité urbaine et rurale ;
- promouvoir l'accès des populations à l'eau potable et à l'habitat décent.
- Limiter l'exode rural;
- Rendre attrayantes les conditions de vie dans les campagnes ;
- Alphabétiser et former les jeunes déscolarisés en entrepreneuriat ;
- Créer des services sociaux de base.

Comment combler les insuffisances des politiques sectorielles ?

Réponses des participants :

Il importe de:

- créer un cadre de vie propice à l'épanouissement du bien-être des populations;
- augmenter le volume de financement de l'économie sur les ressources locales;
- .augmenter le volume des capitaux privés étrangers pour le financement des secteurs productifs.

Comment améliorer le capital humain qui est la base de tout développement ?

Réponses des participants :

Pour améliorer le capital humain, il faut:

- encourager la formation des jeunes, en mettant un accent particulier sur la formation technique et professionnelle de qualité;
- développer une politique de formation-emploi permettant de créer des opportunités d'embauche en faveur de la jeunesse ;
- améliorer l'accès, l'équité et la qualité des centres de formation.

	<p>Comment expliquer la prépondérance du secteur extractif dans l'économie et le budget national ? Comment diversifier notre économie ?</p>
	<p>Réponses des participants : L'économie tchadienne est tributaire des industries extractives telles que le pétrole mais aussi des cultures de rente, comme le coton. Cette position du Tchad rend son économie vulnérable aux chocs exogènes (baisse des prix des produits de base ou matières premières). Il importe de noter que le pétrole est un produit tarissable et qu'en conséquence de cela, une diversification de l'économie tchadienne par le développement des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, les mines, etc. s'impose.</p>
	<p>Pourquoi les lois, institutions et mécanisme de suivi de politiques publiques ne concourent-ils pas à asseoir une bonne gouvernance des secteurs publics ?</p>
	<p>Réponses des participants : les lois, institutions et mécanisme de suivi ne concourent pas à asseoir une bonne gouvernance en raison de la corruption qui gangrène l'appareil administratif et de la légèreté du système de contrôle.</p>
<p>THEMATIQUE 5 : QUESTIONS SOCIETALES</p>	
<p>Questions liées à l'éthique, aux</p>	<p>Quelles politiques et mesures adéquates à adopter pour faire face à la dégradation de l'éthique et des valeurs morales, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?</p>

comportements et aux valeurs	<p>Réponses des participants : Au titre des politiques et mesures adéquates qu'il faut adapter pour faire face à la dégradation de l'éthique et les valeurs morales, traditionnelles et religieuses dans notre pays sont entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaque identité doit respecter scrupuleusement la limite de l'autre ; - Respecter aussi l'autorité de l'Etat et que l'Etat puisse adopter le principe d'impartialité partout où le besoin se fait sentir ; - Que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur contre les contrevenants ; - Instaurer l'enseignement du civisme dans toutes les écoles (françaises, coraniques et dans les écoles du dimanche chrétiennes avec les thèmes portés sur le respect des valeurs morales, traditionnelles et religieuses tout en adoptant au contexte actuel ; - L'Etat doit s'assumer en vulgarisant la constitution dans les langues reconnues avec plein pouvoirs aux chefs traditionnels ; - Que l'Etat et les chefs traditionnels contrôlent les extrémistes religieux dans leur prolifération car beaucoup d'entre eux introduisent les fausses valeurs morales.
	<p>Comment faire pour mettre efficacement en interaction les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?</p>
	<p>Réponses des participants : Pour mettre efficacement en interaction les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses, il suffit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De mettre ces 3 valeurs en symbioses pour qu'il y ai un respect mutuel ; - Faire une synthèse des bonnes choses qui se trouvent dans ces trois domaines et les traduire dans les faits ; - Instaurer une communication entre ces trois valeurs et les adopter à chaque changement du contexte dans le respect des limites de conduites à tenir entre elles ; <p>Ramification des commissions justice et paix dans les provinces.</p>
	<p>Comment faire pour inculquer aux citoyens un bon usage des réseaux sociaux ?</p>

	<p>Réponses des participants : Pour inculquer aux citoyens un bon usage des réseaux sociaux, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il faut que la Haute Autorité des Médias et de l'Audio-Visuel (HAMA) et le Ministère de la Communication et de l'Information doivent prendre leur responsabilité en instaurant un nouveau algorithmes de gestion et de contrôle en accord avec les téléphones mobiles si jamais ces institutions sont maintenues ; - L'Etat doit revoir les formes des conventions signées avec ces compagnies ; - Sensibiliser la jeunesse pour un bon usage des réseaux sociaux tout en multipliant les formations et les ateliers en leur faveur.
<p>La moralisation de la vie nationale, la lutte contre la corruption, les détournements et les prévarications et prédations de toutes sortes</p>	<p>Que faire pour donner à la gouvernance de notre pays une image saine et digne d'une société tournée vers le développement et le progrès social ?</p>
	<p>Réponses des participants : Pour une bonne gouvernance tournée vers le développement et le progrès social, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des nominations dans les postes de responsabilités respectant les critères de mérites et des compétences et non par affinités, ni complaisances, ni par clientélisme ; - Il faut bien traiter les responsables promus sur le plan salarial ; - Exiger une déclaration des biens avant toutes prises de fonction pour tous les hauts cadres.
	<p>Que faut-il faire davantage pour lutter contre la corruption, l'enrichissement illicite et les abus des biens publics</p>
<p>Les chefferies traditionnelles</p>	<p>Réponses des participants : Pour lutter contre la corruption, l'enrichissement illicite et les abus des biens publics, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La création d'un service de contrôle digne du nom ; - Sanctionner rigoureusement tous les détourneurs des biens de l'Etat ; - Geler tous les biens et comptes des corrompus et corrupteurs au profit de l'Etat ; <p>Toute personne désignée responsable doit avant toute prise de fonction déclarer tous ses biens mobiliers et immobiliers.</p>
	<p>Les chefs traditionnels sont les gardiens de nos valeurs morales. Ils sont garants de nos US et coutumes. Quels places et rôles leur accordés pour leur pleine participation au développement de leurs communautés respectives ? Quel rôle peuvent-ils jouer entre les différentes communautés ? entre leurs communautés respectives et les pouvoirs publics ?</p>

	<p>Réponses des participants : La place et le rôle qu'il faut accorder aux chefs traditionnels sont entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le respect intégral de leur personnalité en tant qu'autorité traditionnelle et collaborateur de l'administration publique ; - Doter les chefs traditionnels en moyen roulant pour leur permettre de bien mener leur mission ; - Promouvoir la séparation de pouvoir entre les autorités administratives, sécuritaires et judiciaires avec les chefs traditionnels pour qu'il n'ya pas d'ingérences dans les domaines respectifs ; - Les chefs traditionnels sont les garants des us et coutumes et à ce titre, ils doivent assurer normalement le rôle de conciliateurs de la protection de leurs communautés respectives contre les abus du pouvoir public. <p>Quel type de collaboration peut-on développer entre la chefferie traditionnelle, les leaders religieux et la société et civile ?</p> <p>Réponses des participants : Le type de collaboration qu'il faut développer entre la chefferie traditionnelle, les leaders religieux et la société civile est d'abord :</p> <p>La complémentarité, la franche collaboration dans une bonne entente, une bonne compréhension et un respect mutuel dans les synergies d'actions car ils poursuivent les mêmes objectifs dans la gestion de la cité.</p>
<p>Les congrégations religieuses</p>	<p>La laïcité de l'Etat tchadien est reconnue par toutes les constitutions depuis l'indépendance de notre pays. Malheureusement, ce principe est souvent mis à rude épreuve. Que faut-il faire pour promouvoir davantage la laïcité de l'Etat ?</p> <p>Réponses des participants : Pour promouvoir véritablement la laïcité de l'Etat, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser la laïcité dans toutes les religions ; - Définir la forme de la laïcité qui convient à toutes les religions ; - Contrôler la prolifération des extrémistes religieux qui mettent en mal nos valeurs ancestrales ; - Revoir les principes fondamentaux de la laïcité depuis l'indépendance jusqu'à nos jours ; - Que l'Etat respecte les principes de la laïcité pour ne pas frustrer certains groupes ; - L'Etat doit créer un cadre de concertation permanent qui s'occupera de la question de la laïcité ; - L'Etat doit jouer le rôle d'arbitre et de protecteur entre toutes les couches sociales. <p>Quel rôle l'Etat peut-il jouer pour garantir la laïcité de l'Etat, la cohabitation pacifique, le vivre ensemble des populations et l'entente entre différentes confessions religieuses ?</p>

	<p>Réponses des participants : Pour favoriser la paix sociale, intra et interreligieux, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Que l'autorité de l'Etat soit restaurer et les lois soient appliquées dans toute sa rigueur ; - Adopter la politique non partisane face aux différentes religions ; - Prendre en compte les revendications des religions ; - Instaurer la semaine nationale de la cohabitation pacifique en lieu et place de la journée nationale de chaque 28 novembre de l'année ; - Contrôler et censurer scrupuleusement la prolifération des extrémistes religieux qui mettent en mal la cohésion sociale
La question de la DIA	<p>La dia est une pratique acceptée dans certaines communautés de notre pays. Que doivent faire les pouvoirs publics pour éviter u usage généralisé de cette pratique qui met mal le vivre ensemble entre les communautés qui la pratique et celles qui ne la reconnaissent pas ?</p> <p>Réponses des participants : Les pouvoirs publics doivent s'en tenir à la justice pour la réparation des torts en cas de meurtres.</p>
Le bilinguisme	<p>Le bilinguisme (français-arabe) fait partie des programmes d'enseignement dans notre pays dès son accession à l'indépendance. Que doivent faire les pouvoirs publics pour que l'enseignement du français et de l'arabe soient davantage une réalité nationale ?</p> <p>Réponses des participants : Au sujet du bilinguisme pour qu'il soit davantage une réalité nationale, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instaurer l'enseignement de l'arabe au niveau primaire, secondaire et supérieur ; - Déployer les enseignants arabophones dans toutes les écoles primaires, secondaires et supérieures du Tchad ; - Faire le suivi de ceux-ci pour se rendre compte de leur présence effective sur le terrain ; - Sanctionner ceux qui refusent de descendre dans les écoles des provinces ; <p>Que faire pour éviter l'amalgame entre les langues officielles et les religions ?</p> <p>Réponses des participants : Eviter l'amalgame entre les langues officielles de l'arabe et les religions ;</p>

	<p>Comment faire pour promouvoir le multilinguisme dans notre système éducatif ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'enseignement en langues les plus parlées au niveau primaire dans toutes les provinces ; - Instaurer l'enseignement de l'anglais dans le système éducatif tchadien dès la maternelle dans le cadre du multilinguisme.
<p>La solidarité avec les couches vulnérables ; La lutte contre les précarités et la pauvreté ; Les mutilés de guerre ; Le problème de migration ; L'exode rural</p>	<p>Les questions liées aux couches vulnérables, à la lutte contre la pauvreté, aux mutilés de guerre, à la migration et l'exode rural ont dénominateur commun la précarité. Que doivent faire les pouvoirs publics pour résoudre la précarité à laquelle font face les couches vulnérables ?</p>
	<p>Pour résoudre la question de la précarité que font face les couches vulnérables, il faut :</p> <p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer des mécanismes de l'auto-emploi en tenant compte de la spécificité des différentes couches vulnérables ; - Former et accompagner ces couches vulnérables dans les métiers innovants ; - Faciliter l'accès aux couches vulnérables aux services minimum de base : (santé, éducation, alimentation, création des centres de formation et autres) .
	<p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités et promouvoir la solidarité ?</p>
	<p>Réponses des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'égalité de chance à tous les tchadiens en prônant les mérites et les compétences sans discriminations
	<p>Comment les pouvoirs peuvent-ils faire pour contenir l'exode rural ?</p> <p>Réponses des participants :</p> <p>Pour contenir l'exode rural, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer les pools d'emplois dans les provinces ; - Encourager les initiatives locales en créant les projets à fonds perdus ; - Prendre des mesures drastiques pour décourager les candidats à l'exode rural ; - Sanctionner les parents qui encouragent l'exode rural par des mesures répressives ; - Mettre les comités de veille pour démanteler les réseaux ; - Instaurer les numéros verts pour dénoncer les mouvements suspects.

<p>La dimension genre et la promotion de la femme</p>	<p>Un effort réel est constaté dans l'évolution du statut de la femme, ainsi que la dimension genre. Que doivent faire les pouvoirs publics pour promouvoir davantage la dimension genre, afin de garantir le progrès social, économique et politique de la femme ?</p> <p>Réponses des participants : Ce que doivent faire les pouvoirs publics pour promouvoir davantage la dimension genre afin de garantir le progrès social, économique et politique de la femme sont entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'équité dans la politique générale et promouvoir la politique genre ; - Accorder un quota aux personnes vivants avec un handicap dans les postes nominatifs ; - Promouvoir l'éducation spécialisée des handicapés ; <p>Pour garantir le progrès social, économique et politique de la femme, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager la scolarisation des filles ; - Promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle des femmes et filles en milieu urbain et rural ; - Encourager l'entreprenariat féminin ; - Redynamiser le Ministère de l'action sociale en accordant l'importance dans la promotion féminine ; - Recadrer la célébration de la semaine nationale sur des thèmes innovants et faire la promotion des talents de toutes les femmes rurales et urbaines autour d'une foire ; - Encourager l'émergence politique de toutes les femmes qui s'y intéressent ; - Vulgariser les textes d'application interdisant les violences basées sur le genre (VBG) ; - Vulgariser les textes de protection des mineurs à différents niveaux.
<p>Le trafic d'enfants</p>	<p>Le trafic d'enfant qui est un phénomène nouveau dans notre pays prend malheureusement de proportions inquiétantes. Quelles politiques et stratégies à mettre en œuvre pour éradiquer ce phénomène dans notre pays ?</p> <p>Réponses des participants : Pour éradiquer le phénomène de trafic d'enfants dans notre province, la politique et la stratégie à mettre en place sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser les textes de protection des mineurs à différents niveaux ; - Réprimer les déviations ; - Créer les comités de veille dans chaque circonscription pour démanteler les différents réseaux ; - Créer les lignes vertes pour dénoncer les cas des trafics d'enfants constatés ; <p>Encourager les organisations de la société civile ainsi que les ONG qui luttent contre ces pratiques peu orthodoxes.</p>

Le rapporteur de l'équipe Dr. DJIMALNGAR

